



■ Conditions Générales

Incendie Tous Risques Sauf - Risques Spéciaux (Edition 2012)

Si l'assuré a des questions ou des problèmes relatifs à son contrat ou à un sinistre, il peut toujours s'adresser à son courtier ou aux services de la compagnie. Qu'il n'hésite pas à les consulter, ils mettront tout en œuvre pour le servir au mieux.

Si son problème n'est pas résolu, il peut s'adresser par écrit à :

AG Insurance
Service Customer complaints
Boulevard Émile Jacqmain 53
1000 Bruxelles
E-mail : customercomplaints@aginsurance.be

Si la solution proposée par la compagnie ne lui donne pas satisfaction, il peut, sans préjudice de son droit d'exercer un recours en justice, soumettre le litige à :

Ombudsman des Assurances
Square de Meeûs 35
1000 Bruxelles
E-mail : <mailto:info@ombudsman.as>

■ Table des matières

SECTION I : ASSURANCES TOUS RISQUES DEGATS MATERIELS

Objet de l'assurance	7
Biens non garantis	
Périls et dommages exclus	7
Qualité de l'assuré*	9
Montants assurés	
Situation des biens assurés*	10
Montant de prévision	
Adaptation automatique	
Estimation des dommages	11
Détermination de l'indemnité	13
Paiement de l'indemnité	13

SECTION II : ASSURANCE DES PERTES D'EXPLOITATION

Objet de l'assurance	15
Exclusions	
Fixation du montant déclaré et de la période d'indemnisation*	
Ajustabilité	
Détermination de l'indemnité	16
Paiement de l'indemnité	17
Extensions facultatives de garantie	

SECTION III : CONDITIONS COMMUNES

Chapitre I : Déclarations	18
Description et modification du risque - déclaration du preneur d'assurance	
Visite de l'établissement* assuré	19
Chapitre II : Sinistres	19
Obligations de l'assuré*	
Procédure d'estimation des dommages	21
Frais d'expertise	
Recours	22
Chapitre III : Prime et impositions légales	22
Paiement de la prime	
Chapitre IV : Durée	23
Formation du contrat	
Durée du contrat	
Résiliation	
Décès du preneur d'assurance	24
Cession des biens assurés*	

■ Table des matières

Chapitre V : Dispositions diverses	25
Arbitrage et loi applicable	
Domicile et correspondance	
Risques simples*	
Contrat collectif	25
Chapitre VI : Définitions générales	26

Les définitions générales (Chapitre VI) précisent la signification et la portée des mots et expressions signalés par un astérisque.

■ PREAMBULE

Le contrat se compose de deux parties:

Les conditions générales décrivent les engagements réciproques entre la compagnie et de l'assuré, ainsi que le contenu des garanties et des exclusions.

Les conditions particulières mentionnent les données qui sont personnelles à l'assuré et les garanties qu'il a souscrites. Elles complètent les conditions générales et les annulent dans la mesure où elles leur seraient contraires.

Comment le consulter ?

La table des matières donne à l'assuré une vue d'ensemble des conditions générales du contrat.

Le lexique précise la portée exacte des mots marqués d'un astérisque.

Définitions préalables :

L'assuré, c'est-à-dire :

- le preneur d'assurance, et les personnes vivant à son foyer,
- leur personnel du preneur d'assurance dans l'exercice de ses fonctions,
- les mandataires et associés du preneur d'assurance dans l'exercice de leurs fonctions,
- toute autre personne mentionnée comme assuré dans le contrat d'assurance.

La compagnie désigne

AG Insurance sa établi à B-1000 BRUXELLES, Boulevard Emile Jacqmain, 53, agréé sous le numéro 0079 sous le contrôle de la Banque nationale de Belgique, Bd. de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles, inscrit au Registre des Personnes Morales sous le numéro 0404.494.849, TVA : BE 404.494.849.

Adresses de correspondance

Pour être valables, les communications qui sont destinées à la compagnie doivent être adressées au siège social de celle-ci ou à l'un des sièges régionaux en Belgique. Celles qui sont destinées à l'assuré sont valablement faites, même à l'égard de ses héritiers ou ayants cause, à son adresse indiquée aux conditions particulières ou à toute autre adresse qui aurait été communiquée à la compagnie. Si plusieurs preneurs ont souscrit le contrat, toute communication que la compagnie adresse à l'un d'eux est valable à l'égard des autres.

Que faire si l'assuré est victime d'un sinistre ?

Pour vérifier qu'il s'agit d'un sinistre* assuré, il est nécessaire de consulter les conditions particulières du contrat et la garantie concernée dans les conditions générales. Les mesures à prendre sont détaillées dans le chapitre "sinistres" des conditions générales.

■ Section I : Assurance Tous Risques Dégâts Matériels

Article 1 : Objet de l'assurance

A. La compagnie* s'engage, sur la base des conditions tant générales que particulières, à indemniser l'assuré* de tous dégâts matériels aux biens assurés* ou de la disparition de ces biens dus à un événement soudain et non prévisible ou irrésistible, suite à un péril ou à un dommage non exclu.

Un événement est considéré comme prévisible dès lors qu'un fait survenant ou un élément apparaissant avant cet événement permet raisonnablement de prévoir celui-ci. Il est considéré comme irrésistible lorsque l'assuré ne peut prendre des mesures pour l'éviter.

B. Moyennant mention aux conditions particulières, la garantie reprise au paragraphe A. peut être complétée par une ou des garanties accessoires* visant à indemniser les conséquences d'un sinistre couvert.

Ces garanties accessoires* peuvent être également assurées globalement à concurrence d'un pourcentage des montants assurés sur l'ensemble des rubriques*. Dans ce cas, elles sont accordées dans l'ordre choisi par le preneur d'assurance, les indemnités de responsabilité intervenant en dernier lieu.

Article 2 : Biens non garantis

Sont exclus de l'assurance, sauf convention contraire :

1. les animaux, les micro-organismes ;
2. les plantes et les végétaux situés à l'extérieur des bâtiments* ;
3. les fourrures, bijoux, lingots de métaux précieux, pierres précieuses ou perles fines, objets d'art, monnaies, espèces monnayables, moyens de paiement et de crédit, valeurs mobilières de toute nature notamment timbres et titres quels qu'ils soient, chèques et autres effets de commerce, objets de collection ;
4. les équipements électroniques de gestion administrative et comptable et les centraux téléphoniques ;
5. les véhicules terrestres, fluviaux, lacustres, maritimes, aériens, spatiaux et les remorques, sauf s'ils constituent des marchandises* dans le chef de l'assuré*. Toutefois, les véhicules, le matériel de manutention, de levage, de traction, de charroi utilisés exclusivement à l'intérieur d'un établissement* ou dans un rayon de 100 mètres de celui-ci, restent garantis ;
6. le sol, l'eau, les routes, canaux, digues, jetées, ponts, tunnels ;
7. les installations off-shore ;
8. les installations de transport de liquide, de vapeur, de gaz et d'électricité situés en dehors des établissements* assurés ;
9. les excavations, installations souterraines, mines ;
10. les bâches extérieures, tentes et structures gonflables y compris leur contenu ;
11. les biens propriété d'un assuré*, désignés nommément dans un autre contrat d'assurance, quelle qu'en soit la date de souscription lorsque les dommages résultent d'un péril assuré par cet autre contrat ;
12. les biens en cours de transport ;
13. les biens qui n'ont pas fait l'objet d'une réception provisoire par l'assuré* et/ou qui n'ont pas été testés, avec succès, suivant les règles de l'art.

Article 3 : Périls et dommages exclus

A. Sont exclus les pertes, dommages ou aggravations de ceux-ci qui sont causés directement ou indirectement par ou qui ont un rapport quelconque avec :

1. la guerre ou fait de même nature, la guerre civile, le terrorisme* ;
2. mutinerie, insurrection, rébellion, révolution, loi martiale ou état de siège ;
3. la réquisition sous toutes ses formes, occupation totale ou partielle des biens désignés* par une force militaire ou de police ou par des combattants réguliers ou irréguliers ;
4. une décision d'une autorité judiciaire, administrative, de droit ou de fait quelconque sauf s'il s'agit de dispositions prises pour assurer la sécurité et la protection des biens assurés* en cas de sinistre couvert ;

■ **Section I : Assurance Tous Risques Dégâts Matériels**

5. les armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome ; tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou toute autre source de rayonnements ionisants ;
6. une explosion d'explosifs* dans l'établissement* assuré ;
7. vent, tempête*, pluie, grêle, neige, sable ou poussière à des biens meubles en plein air ou à des bâtiments* et leur contenu s'ils ne sont pas fixés au sol ou non entièrement clos et couverts ;
8. les crues, les inondations*, les raz de marée, les glissements et affaissements de terrain, les tremblements de terre* ou tous autres cataclysmes naturels ;
9. les abus de confiance, détournements, escroqueries et chantage ;
10. les faits intentionnels commis par l'assuré* ou avec sa complicité ou, s'il s'agit d'une personne morale, avec la complicité de la direction générale ou des associés ;
11. tout acte volontaire par lequel un bien est endommagé, détruit ou pollué en ayant recours à l'usage d'explosifs* ou à des moyens biologiques, chimiques, nucléaires ou radioactifs ; dans l'établissement de l'assuré, l'exclusion d'usage d'explosifs* n'est toutefois pas d'application aux matières dont l'emploi est inhérent à l'activité* déclarée de l'assuré* et que l'assuré* a déclaré la présence de celles-ci à l'assureur ;
12. la présence ou la dispersion d'amiante, asbeste, de fibres d'amiante ou de produits contenant de l'amiante.

B. Sont exclus :

1. les dépréciations d'ordre esthétique ;
2. les dommages subis par le contenu des séchoirs à chaud, fours, appareils de torréfaction, de stérilisation, de lyophilisation ou dans des appareils à usage similaire, si le sinistre trouve son origine à l'intérieur de ces installations et appareils ;
3. les dommages, autres que ceux d'incendie ou d'explosion, subis par les marchandises* au cours de leur mise en oeuvre, qui dans leur origine ou leur étendue résultent des moyens et des procédés utilisés et/ou des causes suivantes :
 - vices de produits ou de matières,
 - erreurs humaines (négligences, maladresses, fausses manoeuvres, erreurs d'exécution),
 - dysfonctionnement de matériels et d'équipements ou de leurs appareils de régulation, de contrôle et de sécurité.
4. les conséquences pécuniaires de toute responsabilité de l'assuré* non garantie par le contrat;
5. tous dommages immatériels* ;
6. les disparitions inexplicées des biens, différences ou manquants constatés à l'occasion d'un inventaire, les erreurs de caisse ;
7. toute perte ou altération de données informatiques ou de programmes ;
8. les frais de reconstitution des données informatiques et des programmes (si les conditions particulières en prévoient la couverture) qui ne sont pas la conséquence d'un dommage physique préalable, couvert, aux appareils électroniques ou médias sur lesquels les données et programmes sont stockés et, entre autres, la perte, l'effacement, l'altération de programmes ou de données qui sont la conséquence de virus, de contaminations, d'erreurs (de programmation, d'introduction ou autres), de négligence, de malveillances, de pannes, de dérangements électriques ou électroniques, de l'influence de champs magnétiques ;

C. Sont exclus les dommages qui résultent directement ou indirectement :

1. de la pollution* sauf s'ils sont la conséquence d'un autre événement non exclu par ailleurs et survenu dans l'établissement* assuré. Restent cependant toujours exclus les dommages qui résultent de la propagation de bactéries, de virus, de tout organisme ou moisissures (y compris les champignons) toxiques.
2. de travaux tels qu'opérations de transformation, de manipulation, de montage, d'essais, de construction, de réparation, d'érection ou de démolition.

Toutefois, les dégâts d'incendie/explosion* consécutifs restent garantis.

D. Sont exclus les dommages causés :

1. par l'action de l'électricité sous toutes ses formes ;
2. par la fermentation ;

■ Section I : Assurance Tous Risques Dégâts Matériels

3. par le changement de température ;
4. par les bris, défaillances ou pannes d'équipements électroniques et de machines ; cette exclusion ne s'applique pas aux dommages consécutifs, -autre que bris, défaillance ou panne d'équipements électroniques et de machines-, couverts par le contrat, causés à d'autres biens assurés* ;
5. par la décomposition, l'altération de saveur, de couleur, de texture ou d'apprêt ;
6. par les erreurs ou défauts de conception, de fabrication, l'emploi de matériaux défectueux, le vice propre ;
7. par vol, extorsion et délits similaires ;
8. par défaillance dans la fourniture extérieure de toutes sortes d'énergie, d'eau et de fluides industriels.

Toutefois, les dégâts d'incendie/explosion* consécutifs restent garantis sauf, en ce qui concerne l'exclusion 1, si les dommages subis par les installations électriques faisant partie du bâtiment*, les appareils, machines et moteurs électriques, les appareils électroniques*, leurs accessoires, ont pris naissance à l'intérieur de l'appareillage endommagé.

E. Sont exclus sauf s'ils sont la conséquence d'un autre événement non exclu par ailleurs, les dommages causés par :

1. détérioration graduelle, oxydation lente, usure, pourrissement et moisissure toxiques ;
2. brouillard, humidité ou sécheresse de l'atmosphère ;
3. vermine, insectes, rongeurs et autres animaux ;
4. tassements, fissurations, retrait ou dilatations de pavements et carrelages, recouvrements et matériaux similaires.

Toutefois, les dégâts consécutifs directs non exclus par ailleurs restent garantis.

Article 4 : Qualité de l'assuré*

S'il résulte des conditions particulières que l'assuré* agit en qualité de locataire ou d'occupant des biens désignés* au contrat, la compagnie* garantit sa responsabilité locative* ou sa responsabilité d'occupant* pour les montants et les garanties mentionnés aux conditions particulières.

Article 5 : Montants assurés

A. Les montants assurés sont fixés sous la responsabilité du preneur d'assurance. Pour éviter l'application de la règle proportionnelle de montants, les montants assurés qui comprennent toutes taxes, dans la mesure où celles-ci ne sont pas déductibles, doivent, à tout moment, représenter la valeur des biens assurés*, estimée en tenant compte des modalités suivantes, sans égard à toute valeur comptable :

- 1) **le bâtiment*** : à sa valeur réelle* ou, si les conditions particulières le mentionnent, à sa valeur à neuf* ;
- 2) **le mobilier*** : à sa valeur à neuf*. Toutefois :
 - a) le linge et les effets d'habillement sont estimés à leur valeur réelle*,
 - b) les meubles d'époque, les objets d'art et de collection, bijoux et généralement tous objets rares ou précieux sont estimés à leur valeur vénale*,
 - c) les bicyclettes, vélomoteurs et motocyclettes, les appareils électriques (en ce compris les appareils électroniques*) sont estimés à leur valeur réelle* sans que celle-ci puisse être supérieure au prix de remplacement de biens neufs de performances comparables ;
- 3) **le matériel*** : à sa valeur réelle* ou, si les conditions particulières le mentionnent, à sa valeur à neuf*.

Toutefois :

- a) le matériel* ne peut être estimé à une valeur supérieure au prix de remplacement de matériel neuf de performances comparables,
- b) les originaux et copies d'archives, documents, livres de commerce, les plans, modèles et supports d'informations* sont estimés à leur valeur de reconstitution matérielle, à l'exclusion des frais de recherches et d'études,
- c) les véhicules automoteurs et leurs remorques sont estimés à leur valeur vénale*,
- d) les éléments soumis par leur nature à une usure accélérée ou à un remplacement

■ **Section I : Assurance Tous Risques Dégâts Matériels**

fréquent, par exemple câbles, chaînes, courroies, bourrages, joints, flexibles, pneumatiques et autres bandages en caoutchouc, plaques de blindage et d'usure, dents de godets, tamis, batteries d'accumulateurs sont estimés à leur valeur réelle* ;

4) **les marchandises*** :

- les approvisionnements, matières premières, denrées, emballages, déchets : à leur valeur du jour*,
- les produits en cours de fabrication ou finis mais non vendus : en ajoutant au coût des matières premières estimées à leur valeur du jour*, les charges directes et indirectes engagées pour atteindre leur degré de fabrication,
- les produits finis et vendus mais non livrés : au prix de vente diminué des frais non exposés,
- les marchandises appartenant à la clientèle, déposées chez l'assuré : sur la base de leur valeur réelle* à moins qu'il ne s'agisse de véhicules automoteurs ou de leurs remorques, auquel cas l'estimation se fait en valeur vénale* ;

5) **les animaux** : à leur valeur du jour*, sans tenir compte de leur valeur de concours ou de compétition ;

6) **la responsabilité locative* ou d'occupant*** :

- si l'assuré* est locataire ou occupant de l'ensemble du bâtiment* : à la valeur réelle* de ce bâtiment*,
- si l'assuré* est locataire ou occupant d'une partie du bâtiment* : à la valeur réelle* tant de cette partie du bâtiment* que de celle des autres parties dans la mesure où l'assuré* peut en être rendu contractuellement responsable.

B. En cours de contrat, le preneur d'assurance peut à tout moment demander de modifier les montants assurés pour les mettre en concordance avec les valeurs des biens désignés* auxquels ils se rapportent.

Article 6 : Situation des biens assurés*

Les biens assurés* sont garantis à la situation indiquée aux conditions particulières et, s'ils sont meubles, tant à l'intérieur des bâtiments* que sur les cours et terrains y attenants.

Article 7 : Montant de prévision

A. Le montant de prévision spécifié aux conditions particulières représente le supplément maximum des montants assurés que la compagnie* s'engage à garantir aux conditions du contrat, sans que le preneur d'assurance ne s'oblige à y faire appel.

La mise en risque de la compagnie* pour tout ou partie de ce montant peut être faite par le preneur d'assurance moyennant l'envoi à la compagnie* d'une lettre recommandée spécifiant le montant supplémentaire devant être pris en risque.

La mise en vigueur de ce montant prend effet le 7^{ème} jour qui suit celui du dépôt à la poste de la lettre recommandée dont question ci-dessus, sauf accord de la compagnie* sur une prise d'effet antérieure.

B. Le montant de prévision se réduit de toute augmentation des montants assurés à l'exception des augmentations résultant de l'adaptation automatique dont question à l'article 8.

Article 8 : Adaptation automatique

A. Si les conditions particulières font mention de l'adaptation automatique et d'un indice de souscription :

- 1) les montants assurés, le montant de prévision, les limites d'indemnités exprimées en chiffres absolus et la prime seront automatiquement adaptés à l'échéance annuelle de la prime selon le rapport existant entre :
 - a) le dernier indice ABEX établi au moins deux mois avant le premier jour du mois de cette adaptation et
 - b) l'indice ABEX de souscription ou l'indice 694, si ce nombre est mentionné en regard d'une limite d'indemnité ;

■ Section I : Assurance Tous Risques Dégâts Matériels

2) les montants assurés et les limites d'indemnités exprimées en chiffres absolus seront déterminés au jour du sinistre en prenant en considération le plus récent indice ABEX établi, si celui-ci est supérieur à l'indice applicable à la dernière échéance annuelle, sans qu'il puisse excéder ce dernier de plus de 10%.

B. Que les conditions particulières fassent mention ou non de l'adaptation automatique, les franchises exprimées en chiffres absolus sont liées à l'évolution de l'indice ABEX et adaptées selon le rapport existant entre le plus récent indice applicable au jour du sinistre et l'indice 694.

Article 9 : Estimation des dommages

A. Pour la fixation des dommages aux biens assurés*, les estimations sont faites au jour du sinistre, sur les mêmes bases que celles définies à l'article 5 § A.

Toutefois :

a. pour les biens assurés* autres que le matériel électrique et/ou électronique, si l'assurance est souscrite en valeur à neuf*, est toujours déduite de l'estimation des dommages :

1) la totalité de la vétusté* de chaque bien ou partie de biens assurés* sinistrés, lorsque sa vétusté* dépasse :

- 20 % de sa valeur à neuf* pour les sinistres affectant la garantie " Tempête et grêle*, Pression de la neige et de la glace " ;
- 30 % de sa valeur à neuf* pour les sinistres affectant d'autres garanties ;

2) la totalité de la vétusté* dans le cas d'assurance de responsabilité.

b. Pour le matériel électrique et/ou électronique, l'estimation se fait de la manière suivante :

1) en cas de destruction totale, les dommages sont estimés en prenant comme base de départ la valeur de reconstitution à neuf d'un matériel électrique ou électronique équivalent et en la diminuant de la vétusté*.

En cas d'assurance en valeur à neuf, la vétusté* ne s'applique que si elle atteint 30%. Cette vétusté* est calculée forfaitairement, pour les appareils repris ci-dessous, depuis la date de sortie d'usine de l'objet détruit ou du placement des installations.

Toutefois, pour les installations bénéficiant, au jour du sinistre, d'un certificat de conformité des installations électriques au « Règlement des assureurs pour les installations électriques », délivré par un organisme agréé, la vétusté* forfaitaire ainsi calculée est limitée dans tous les cas à une fraction de la valeur de remplacement, comme indiqué dans le tableau ci-après.

Pour les machines tournantes et les transformateurs, le rebobinage complet entre la date de sortie de l'usine et le jour du sinistre diminue de moitié la vétusté* acquise par l'appareil à la date du rebobinage ;

2) en cas de destruction partielle, les dommages sont estimés sur la base du coût de la réparation diminué de la vétusté*, éventuellement calculée forfaitairement comme précisé ci-avant, l'indemnité ne pouvant excéder celle qui résulterait de la destruction complète de l'appareil.

En cas d'assurance en valeur à neuf*, la vétusté* calculée comme ci-dessus ne s'applique que si elle atteint 30 %.

■ Section I : Assurance Tous Risques Dégâts Matériels

Tableau de vétusté* conventionnelle pour le matériel électrique et électronique* (sauf mention contraire en conditions particulières) :

Nature des appareils et installations électriques et électroniques*	Coefficient annuel de vétusté* (par année commencée)	Maximum de vétusté* pour les appareils et les installations bénéficiant du certificat de conformité du Règlement des assureurs
1. Appareils électroniques*, appareils produisant des rayons ionisants, machines de bureau	10 %	80 %
2. Machines tournantes, transformateurs statiques de puissance, condensateurs immergés, appareils de coupure, appareils électriques non classés ailleurs (tableaux, pupitres, appareils de mesure et de contrôle, etc.)	5 %	50%
3. Canalisations électriques	2,5 %	40 %

B. A défaut de reconstruction ou de reconstitution totale ou partielle des biens assurés* sinistrés, le montant des dommages afférents à la partie non reconstruite ou non reconstituée de ces biens sera estimé sur la base de la valeur réelle* pour le bâtiment* et de la valeur vénale* pour les biens meubles.

C. Les dispositions des paragraphes A. et B. restent d'application même si les conditions particulières prévoient que l'assurance est souscrite en valeur à neuf*.

D. Le chômage immobilier* est fixé au prorata de la durée normale de reconstruction ou de réparation des locaux effectivement sinistrés en fonction :

- des loyers de ces locaux augmentés des charges en cas de location effective,
- de leur valeur locative dans tous les autres cas.

E. Pour les sinistres mettant en cause une des responsabilités tant contractuelles qu'extra-contractuelles garanties par le présent contrat, la compagnie* paie l'indemnité due en principal à concurrence du montant de la garantie.

La compagnie* paie également les intérêts afférents à l'indemnité due en principal, les frais afférents aux actions civiles ainsi que les honoraires et les frais des avocats et des experts, mais seulement dans la mesure où ces frais ont été exposés par elle ou avec son accord ou, en cas de conflit d'intérêts qui ne soit pas imputable à l'assuré*, pour autant que ces frais n'aient pas été engagés de manière déraisonnable. Les transactions avec le Ministère Public, les amendes judiciaires, transactionnelles ou administratives ainsi que les frais de poursuites répressives ne sont pas à charge de la compagnie*.

Pour les risques ne correspondant pas aux critères d'un risque simple*, au sens de la législation Belge, les intérêts et frais visés à l'article 82 de la loi sont supportés intégralement par l'assureur pour autant que le total du dédommagement et des intérêts et frais ne dépasse pas, par preneur d'assurance et par sinistre, la somme totale assurée.

Au-delà du montant total assuré, les intérêts et frais sont pris en charge à concurrence de :

- 725.007,40 EUR lorsque le montant total assuré est inférieur ou égal à 3.625.036,98 EUR ;
- 725.007,40 EUR plus 20 % de la partie du montant total assuré comprise entre 3.625.036,98 EUR et 18.12.5.184,90EUR ;
- 3.625.036,98 EUR + 10 % de la partie du montant total assuré qui excède 18.12.5.184,90 EUR, avec un maximum de 14.500.147,92 EUR comme intérêts et frais et 14.500.147,92 EUR comme frais de sauvetage*.

Ces montants sont liés à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, l'indice de base étant celui de juin 2011, soit 166,37 (base 1988 = 100).

L'indice applicable en cas de sinistre est celui du mois précédant le mois de survenance du sinistre.

Le présent paragraphe E ne s'applique pas à la responsabilité locative* ou d'occupant*.

■ Section I : Assurance Tous Risques Dégâts Matériels

Article 10 : Détermination de l'indemnité

A. Franchise et limite

Le montant des dommages, tel qu'il est estimé à l'article 9 augmenté des montants dus au titre des garanties accessoires*, est diminué d'une franchise par événement stipulée en conditions particulières.

En ce qui concerne les dégâts causés par vent, grêle, conflit du travail*, émeutes*, mouvements populaires*, - ou si elles sont garanties les catastrophes naturelles, - la franchise et la limite d'intervention s'appliqueront par période de 72 heures à compter du début de l'événement.

B. Réversibilité

S'il apparaît au jour du sinistre que des montants assurés excèdent ceux qui résultent des modalités d'évaluation définies à l'article 5, l'excédent sera réparti entre les montants relatifs aux biens insuffisamment assurés, sinistrés ou non, et ce au prorata de l'insuffisance des montants et proportionnellement aux taux de prime appliqués.

Cette réversibilité n'est accordée que pour des biens appartenant au même établissement*.

C. Règle proportionnelle

1) Si au jour du sinistre, nonobstant l'éventuelle application de la réversibilité visée au paragraphe B., le montant assuré pour la rubrique* à laquelle appartient le bien assuré sinistré est inférieur au montant qui aurait dû être assuré conformément à l'article 5, la compagnie* n'est tenue d'indemniser le dommage que selon le rapport existant entre le montant effectivement assuré et celui qui aurait dû être assuré.

2) La règle proportionnelle de primes visée à l'article 19 s'applique cumulativement, le cas échéant, avec la règle proportionnelle de montants visée au 1) ci-avant.

3) La règle proportionnelle de montants n'est toutefois pas appliquée :

a) aux garanties accessoires* ;

b) à l'assurance de la responsabilité d'un locataire ou d'un occupant d'une partie de bâtiment* si le montant assuré atteint :

- soit la valeur réelle* de la partie du bâtiment* que l'assuré* prend en location ou occupe, - soit au moins 20 fois :

- le loyer annuel augmenté des charges dans le cas du locataire ; les charges visées ne doivent pas comprendre les frais de consommation relatifs au chauffage, à l'eau, au gaz ou à l'électricité. Si ceux-ci sont compris forfaitairement dans le prix du loyer, ils peuvent en être soustraits ;
- la valeur locative annuelle des parties occupées dans le cas de l'occupant.

Si la responsabilité précitée est assurée pour un montant moindre, la règle proportionnelle s'applique selon le rapport existant entre :

- le montant effectivement assuré et

- un montant représentant 20 fois le loyer annuel augmenté des charges ou, à défaut de location, 20 fois la valeur locative annuelle des parties occupées sans que le montant ainsi obtenu puisse dépasser la valeur réelle* de la partie que l'assuré* loue ou occupe dans le bâtiment* désigné.

D. Assurance pour compte

Lorsque le présent contrat garantit des biens et est souscrit pour compte ou au profit d'une personne différente du preneur d'assurance, cette assurance n'a d'effet que dans la mesure où ces biens ne sont pas garantis par une assurance souscrite par cette personne elle-même laquelle demeure étrangère à l'estimation des dommages. Pour les dégâts garantis par cette dernière assurance, la présente se transforme en assurance de la responsabilité que le preneur d'assurance pourrait encourir pour les dégâts causés à ces biens.

Article 11 : Paiement de l'indemnité

A. Sans préjudice des dispositions des paragraphes B. et C. :

1) l'indemnité est payable au siège de la compagnie* dans les 30 jours qui suivent la date de clôture de l'expertise ou, à défaut, la date de fixation du montant du dommage à condition que l'assuré* ait rempli à cette date toutes les obligations prévues au contrat. Dans le cas contraire, le délai prend cours le lendemain du jour où l'assuré* aura satisfait à toutes ses obligations contractuelles ;

2) toutefois, si des présomptions existent que le sinistre peut être dû à un fait intentionnel dans le chef de l'assuré* ou du bénéficiaire d'assurance, la compagnie* se réserve le

■ Section I : Assurance Tous Risques Dégâts Matériels

droit de demander préalablement copie du dossier répressif. Cette demande devra être formulée au plus tard dans les trente jours qui suivent la date de la clôture de l'expertise ou, à défaut, la date de fixation du montant du dommage. L'éventuel paiement doit intervenir dans les 30 jours à dater du jour où la compagnie* a eu connaissance des conclusions dudit dossier pour autant que l'assuré* ou le bénéficiaire ne soit pas poursuivi pénalement.

B. Dans les assurances autres que de responsabilité :

- 1) l'indemnité doit être employée en totalité à la reconstruction et à la reconstitution des biens assurés* sinistrés. Elle n'est payée qu'au fur et à mesure de ces reconstruction et reconstitution. La reconstitution des biens meubles assurés en valeur agréée n'est toutefois pas exigée. Si les conditions particulières font mention de l'adaptation automatique et d'un indice de souscription, l'indemnité relative au bâtiment* calculée au jour du sinistre, sera majorée pendant le délai normal de reconstruction en fonction du dernier indice connu au moment de chaque paiement, sans que l'indemnité totale ainsi majorée ne puisse dépasser 110 % de l'indemnité initialement fixée, ni excéder le coût réel total de la reconstruction ;
- 2) à défaut de reconstruction et de reconstitution des biens assurés* sinistrés, l'indemnité fixée sera payée à raison de 60 % du montant obtenu conformément aux articles 9 et 10 ;
- 3) le défaut de reconstruction ou de reconstitution desdits biens pour une cause étrangère à la volonté de l'assuré* est sans effet sur le calcul de l'indemnité, sauf qu'il rend inapplicable la clause de valeur à neuf* ;
- 4) en cas de reconstruction ou de reconstitution partielle des biens assurés* sinistrés, l'indemnité sera payée :
 - en ce qui concerne la partie reconstruite ou reconstituée des biens, selon les dispositions du paragraphe B.1) ci avant,
 - en ce qui concerne la partie non reconstruite ou non reconstituée des biens, selon les dispositions des paragraphes B.2) et B.3) ci avant ;
- 5) quelle que soit la décision de l'assuré* quant à la reconstruction et à la reconstitution des biens assurés* sinistrés, la compagnie* s'engage à lui verser, le cas échéant à titre d'acompte, le montant déterminé en vertu du 2) ci avant dans le délai et aux conditions fixés par le paragraphe A ;
- 6) l'assuré* ne peut, en aucun cas, faire le délaissement, même partiel, des biens assurés* sinistrés. La compagnie* a la faculté de reprendre, réparer ou remplacer les biens assurés* sinistrés ;
- 7) l'indemnité allouée en vertu d'une assurance pour compte ou au profit d'une personne différente du preneur d'assurance est versée au preneur d'assurance qui en effectue le paiement à cette personne sous sa seule responsabilité et sans aucun recours possible de la part de cette dernière à l'encontre de la compagnie*.
La compagnie* a toutefois la faculté soit de payer cette indemnité à la personne précitée, soit de demander au preneur d'assurance de lui fournir au préalable l'autorisation de recevoir délivrée par cette personne précitée ou la preuve du paiement à celle-ci. Toutes nullités, exceptions, réductions, suspensions ou déchéances opposables au preneur d'assurance le sont également à toute autre personne. Tout paiement qui doit être fait à un mineur d'âge, un interdit ou un autre incapable en application du contrat d'assurance, est effectué sur un compte ouvert à son nom, frappé d'indisponibilité jusqu'à la majorité ou à la levée de l'incapacité, sans préjudice du droit de jouissance légale ;
- 8) toutes taxes généralement quelconques (en ce compris la taxe sur la valeur ajoutée) ne sont prises en charge par la compagnie* que dans la mesure où il est justifié de leur paiement.

C. Dans les assurances de responsabilité :

- 1) l'indemnisation s'opère sans égard à la reconstruction ou à la reconstitution des biens assurés* sinistrés ;
- 2) si la fixation de l'indemnité ou les responsabilités assurées venaient à être contestées, le paiement de l'éventuelle indemnité s'y rapportant doit intervenir dans les 30 jours qui suivent la clôture desdites contestations.

■ Section II : Assurance des pertes d'exploitation

Article 12 : Objet de l'assurance

A. Si mention en est faite en conditions particulières, la compagnie* s'engage sur la base des conditions tant générales que particulières, à payer à l'assuré* des indemnités destinées à maintenir le résultat d'exploitation* de l'entreprise assurée pendant la période d'indemnisation*, lorsque les activités* concourant à la réalisation du chiffre d'affaires* ont été totalement ou partiellement interrompues ou réduites par suite d'un sinistre matériel*.

B. Si mention en est faite aux conditions particulières, la compagnie* s'engage également à indemniser l'assuré* sur la base des conditions de l'article 18 pour les extensions de garantie suivantes :

- 1) interdiction d'accès,
- 2) carence des fournisseurs,
- 3) carence des clients,
- 4) salaire hebdomadaire garanti,
- 5) frais supplémentaires additionnels.

Article 13 : Exclusions

Sont exclues de l'assurance les pertes d'exploitation résultant :

- 1) de l'absence ou de l'insuffisance d'assurance des biens désignés* ;
- 2) de dommages à des biens autres que les biens désignés*, même s'ils sont la conséquence directe ou indirecte de l'endommagement des biens désignés* ;
- 3) de modifications, améliorations ou révisions de biens désignés* -sinistrés ou non- intervenant à l'occasion d'une réparation ou d'un remplacement après un sinistre matériel* ;
- 4) de dommages occasionnés à d'autres biens désignés*, lors de la reconstruction ou de la reconstitution d'un bien ayant subi un sinistre matériel*.

Cependant, si ces dommages sont assurés aux termes du contrat, les pertes d'exploitation qui en résulteraient constitueront un nouveau sinistre ;

5) de dommages à des bâtiments en cours de construction, ainsi qu'à des équipements et matériels en voie d'installation ou non encore mis en production.

Article 14 : Fixation du montant déclaré et de la période d'indemnisation*

A. Le montant déclaré ainsi que la durée de la période d'indemnisation* sont fixés sous la responsabilité du preneur d'assurance.

B. Pour éviter l'application de la règle proportionnelle des montants, le montant déclaré doit être, à tout moment, au moins égal au montant à déclarer, c'est-à-dire au total des produits d'exploitation* attendus en l'absence de sinistre matériel* pour la période de 12 mois qui suit le sinistre matériel (ou pour une période égale à la période d'indemnisation* si celle-ci est supérieure à 12 mois), total diminué des frais variables* afférents à cette période.

C. Le montant déclaré et la période d'indemnisation* constituent la limite des engagements de la compagnie*, sous réserve de l'adaptation du montant déclaré conformément aux dispositions de l'article 15.

Article 15 : Ajustabilité

A. La règle proportionnelle des montants ne sera appliquée que si le montant à déclarer est supérieur au montant déclaré augmenté du pourcentage d'ajustabilité fixé en conditions particulières.

B. Le preneur d'assurance est tenu de communiquer à la compagnie* dans les 180 jours qui suivent la date d'expiration de chaque exercice social, le total des produits d'exploitation* comptabilisé au cours dudit exercice, ainsi que le montant des frais variables* afférent à cet exercice. Si, au cours de celui-ci, un sinistre a donné lieu à indemnisation, il est fait abstraction de son incidence sur les montants à communiquer.

C. Si le montant communiqué en vertu du paragraphe B. est inférieur au montant déclaré pour l'exercice social concerné, la compagnie* ristournera au preneur d'assurance la prime correspondant à la surestimation constatée, sans que ce remboursement puisse excéder le montant obtenu en appliquant le pourcentage d'ajustabilité à la prime émise pour ledit exercice.

D. Si le montant communiqué en vertu du paragraphe B. est supérieur au montant

■ Section II : Assurance des pertes d'exploitation

déclaré pour l'exercice social concerné, la compagnie* percevra un complément de prime correspondant à la sous-estimation constatée, sans que ce complément puisse excéder le montant obtenu en appliquant le pourcentage d'ajustabilité à la prime émise pour ledit exercice.

E. A défaut de déclaration à la compagnie* dans le délai visé au paragraphe B., l'application du présent article est suspendue de plein droit et la compagnie* réclamera au preneur d'assurance une prime supplémentaire égale au montant obtenu en appliquant le pourcentage d'ajustabilité à la prime émise pour l'exercice social concerné.

F. La compagnie* se réserve, à tout moment, le droit de vérifier l'exactitude des montants communiqués par le preneur d'assurance, notamment par l'examen de sa comptabilité.

Article 16 : Détermination de l'indemnité

A. L'indemnité est déterminée :

1) en calculant la perte d'exploitation comme suit :

a) établir la baisse des produits d'exploitation* subie pendant la période d'indemnisation* et due exclusivement au sinistre matériel* par différence entre :

- les produits d'exploitation* attendus pour cette période, si le sinistre matériel* n'était pas survenu, en prenant en considération toutes les circonstances ayant une influence sur ces produits, et

- les produits d'exploitation* enregistrés pendant la même période par l'entreprise elle-même ou pour son compte, dans les établissements* désignés ou ailleurs ;

b) déduire du montant obtenu en a) :

1. les frais économisés à la suite du sinistre matériel* pendant la période d'indemnisation* sur :

- les approvisionnements et marchandises (achats corrigés par la variation des stocks),

- les frais variables* mentionnés en conditions particulières,

- les autres frais,

2. les produits financiers réalisés à la suite du sinistre matériel* pendant la période d'indemnisation* ;

c) majorer le résultat obtenu en b) des éventuels frais supplémentaires exposés avec l'accord de la compagnie* en vue de maintenir le résultat d'exploitation* durant la période d'indemnisation*. Toutefois, le montant de l'indemnité ne pourra pas dépasser celui qui aurait été alloué si ces frais n'avaient pas été exposés ;

2) en déduisant du montant obtenu en 1) la franchise prévue aux conditions particulières ;

3) en réduisant proportionnellement le montant obtenu en 2) lorsque le montant déclaré est inférieur à celui qui aurait dû l'être conformément à l'article 14 B., sans préjudice de l'application éventuelle de la règle proportionnelle des primes visée à l'article 19.

B. Aucune indemnité n'est due en cas d'interruption ou de réduction des activités* limitée au délai de carence*.

C. Non reprise des activités*

1) Aucune indemnité n'est due si l'assuré ne reprend pas des activités identiques à celles qui sont décrites en conditions particulières dans le délai que les experts estiment normal pour la reprise de ces activités.

2) Toutefois, si la non reprise des activités est imputable à un cas de force majeure, l'assuré* a droit à une indemnité calculée sur la base des frais non variables qu'il aurait supporté réellement pendant le temps qu'aurait duré la période d'indemnisation* si l'exploitation avait été reprise, à l'exclusion des amortissements et des allocations versées au personnel pour fermeture d'entreprise. Cette indemnité est, le cas échéant, limitée afin d'éviter que le résultat d'exploitation* dépasse celui qui aurait été atteint pendant la période précitée si le sinistre matériel* ne s'était pas produit.

Le résultat ainsi obtenu peut être réduit par application d'autres dispositions contractuelles, notamment les articles 19 et 21.

D. Toutes charges fiscales grevant l'indemnité sont supportées par le bénéficiaire.

E. Il est précisé que les amendes ou pénalités, encourues par l'assuré* du fait de retard dans ses livraisons ou prestations ou pour toute autre raison, ne sont pas garanties.

■ Section II : Assurance des pertes d'exploitation

Article 17 : Paiement de l'indemnité

L'indemnité est payable conformément aux stipulations de l'article 11 A1 et A2.

Article 18 : Extensions facultatives de garantie

A. Interdiction d'accès

La compagnie* garantit l'indemnisation du préjudice que l'assuré* subit suite à une décision d'une autorité administrative ou judiciaire empêchant l'accès de son établissement* en raison d'un incendie ou d'une explosion survenu dans le voisinage.

La règle proportionnelle prévue à l'article 14.B. est applicable à la présente extension de garantie au cas où le montant déclaré est inférieur au montant qui aurait dû être déclaré conformément à cet article.

B. Carence des fournisseurs

La compagnie* garantit l'indemnisation du préjudice subi par l'assuré* suite à une interruption totale ou partielle de son activité* assurée consécutivement à un incendie ou une explosion* survenu dans l'établissement d'un fournisseur ou d'un sous-traitant nommément désigné en conditions particulières. L'indemnité est limitée, par fournisseur désigné, à un pourcentage du montant déclaré fixé en conditions particulières.

La règle proportionnelle prévue à l'article 14.B. est applicable à la présente extension de garantie au cas où le montant déclaré est inférieur au montant qui aurait dû être déclaré conformément à cet article.

C. Carence des clients

La compagnie* garantit l'indemnisation du préjudice subi par l'assuré* suite à une interruption totale ou partielle de son activité assurée consécutivement à un incendie ou une explosion* survenu dans l'établissement* d'un client nommément désigné en conditions particulières. L'indemnité est limitée, par client désigné, à un pourcentage du montant déclaré fixé en conditions particulières.

La règle proportionnelle prévue à l'article 14.B. est applicable à la présente extension de garantie au cas où le montant déclaré est inférieur au montant qui aurait dû être déclaré conformément à cet article.

D. Salaire hebdomadaire garanti

Par salaire hebdomadaire garanti, on entend les sommes dues aux ouvriers en vertu de l'article 49 de la loi du 3 juillet 1978 relatif aux contrats de travail (en ce compris les cotisations patronales de sécurité sociale) suite à un accident technique dû à un péril couvert pendant les 7 premiers jours calendriers de l'interruption de travail.

Dans la mesure où les salaires sont considérés comme frais variables*, la compagnie* s'engage, sur base des conditions tant générales que particulières, à payer le salaire hebdomadaire garanti au personnel ouvrier dont l'inactivité résulte de la survenance d'un sinistre matériel*.

Pour éviter l'application de la règle proportionnelle des montants, le montant assuré sur salaire hebdomadaire garanti doit être, à tout moment, au moins égal à 1/48ème des salaires bruts (augmentés des charges sociales, légales et extra-légales) attendus pour la période consécutive de 12 mois, dans l'hypothèse où aucun sinistre matériel* ne survient pendant cette période.

E. Frais supplémentaires additionnels

La compagnie* s'engage, sur la base des conditions tant générales que particulières, à payer les frais supplémentaires additionnels, c'est-à-dire les frais exposés avec l'accord de la compagnie* à la suite d'un sinistre matériel* en vue de maintenir le résultat d'exploitation* de l'entreprise assurée pendant la période d'indemnisation*, lorsqu'ils viennent en supplément de ceux déjà visés à l'article 16 §A. 1) c.

L'indemnité est allouée à concurrence du montant assuré pour la présente extension de garantie. Elle est limitée tant pendant le 1er mois de la période d'indemnisation* que pendant les mois suivants aux pourcentages de ce montant fixés aux conditions particulières. Si les frais exposés pendant les 3 premiers mois n'atteignent pas les limites prévues, les sommes non utilisées pourront l'être pendant les autres mois de la période d'indemnisation*.

■ **Section III : Conditions communes**

Chapitre I : Déclarations

Article 19 :

**Description et
modification du risque
- déclaration du
preneur d'assurance**

A. Lors de la conclusion du contrat

- 1) Le preneur d'assurance a l'obligation de déclarer exactement toutes les circonstances connues de lui et qu'il doit raisonnablement considérer comme constituant pour la compagnie* des éléments d'appréciation du risque. Il doit notamment :
 - a) énumérer et spécifier les biens sur lesquels porte l'assurance,
 - b) en cas de souscription de l'assurance "pertes d'exploitation", énumérer les établissements* concourant à la réalisation du chiffre d'affaires*, leur situation exacte ainsi que la nature des activités *, notamment la nature exacte du produit manufacturé ou du service presté. Le preneur d'assurance s'engage de même à déclarer l'exécution de tous travaux de construction ou de transformation des bâtiments* ainsi que l'installation dans les biens assurés* des équipements et du matériel*,
 - c) déclarer les autres assurances ayant le même objet et portant sur les mêmes biens, les montants pour lesquels ils sont assurés et par qui ils sont garantis,
 - d) déclarer les refus, réductions ou résiliations des assurances de choses portant sur les mêmes biens,
 - e) déclarer les sinistres garantis aux termes du présent contrat qui, au cours des 5 dernières années, ont frappé l'établissement*,
 - f) déclarer les renoncations à des recours éventuels contre des responsables ou garants, à l'exception des abandons de recours consentis à l'article 24 § A.,
 - g) déclarer toute procédure de réorganisation judiciaire octroyé pendant les 3 dernières années ainsi que les résultats d'exploitation* négatifs de ces mêmes années.
- 2) Si le preneur d'assurance est en défaut de satisfaire à son obligation de déclaration visée au point 1) et que l'omission ou l'inexactitude est intentionnelle et induit la compagnie* en erreur sur les éléments d'appréciation du risque, le contrat est nul. Les primes échues jusqu'au moment où la compagnie* a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude intentionnelle lui sont dues.
- 3) Si le preneur d'assurance est en défaut de satisfaire à son obligation de déclaration visée au point 1) et que l'omission ou l'inexactitude dans la déclaration n'est pas intentionnelle, la compagnie* propose, dans le délai d'un mois à compter du jour où elle a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude, la modification du contrat avec effet au jour où elle a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude. Si la proposition de modification du contrat est refusée par le preneur d'assurance ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, cette dernière n'est pas acceptée, la compagnie* peut résilier le contrat dans les 15 jours. Néanmoins, si la compagnie* apporte la preuve qu'elle n'aurait en aucun cas assuré le risque, elle peut résilier le contrat dans le délai d'un mois à compter du jour où elle a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude.
- 4) Si un sinistre survient avant que la modification du contrat ou que la résiliation visée au 3) ait pris effet, la compagnie* :
 - fournit la prestation convenue lorsque l'omission ou la déclaration inexacte ne peut être reprochée au preneur d'assurance,
 - fournit une prestation, selon le rapport entre la prime payée et la prime que le preneur d'assurance aurait dû payer s'il avait régulièrement déclaré le risque, lorsque l'omission ou la déclaration inexacte peut lui être reprochée. Toutefois, si la compagnie* apporte la preuve qu'elle n'aurait en aucun cas assuré le risque dont la nature réelle est révélée par le sinistre, sa prestation est limitée au remboursement de la totalité des primes payées.

B. En cours de contrat

- 1) Le preneur d'assurance a l'obligation de déclarer, dans les conditions du paragraphe A. 1), les circonstances nouvelles ou les modifications de circonstances qu'il doit raisonnablement considérer comme étant de nature à entraîner une aggravation sensible et durable du risque de survenance des dommages assurés ou de l'importance de ceux-ci.
- 2) Lorsque ce risque s'est aggravé de telle sorte que, si l'aggravation avait existé au

■ Section III : Conditions communes

moment de la souscription, la compagnie* n'aurait consenti l'assurance qu'à d'autres conditions, elle propose, dans le délai d'un mois à compter du jour où elle a eu connaissance de l'aggravation, la modification du contrat avec effet rétroactif au jour de l'aggravation. Si la proposition de modification du contrat est refusée par le preneur d'assurance ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, cette dernière n'est pas acceptée, la compagnie* peut résilier le contrat dans les 15 jours. Néanmoins, si la compagnie* apporte la preuve qu'elle n'aurait en aucun cas assuré le risque aggravé, elle peut résilier le contrat dans le délai d'un mois à compter du jour où elle a eu connaissance de l'aggravation.

- 3) Si un sinistre survient avant que la modification du contrat ou que la résiliation visée au 2) ait pris effet, la compagnie* effectue la prestation convenue si le preneur d'assurance a rempli l'obligation de déclaration visée au paragraphe B. 1).
- 4) Si un sinistre survient et que le preneur d'assurance n'a pas rempli l'obligation visée au paragraphe B. 1), la compagnie* :
 - effectue la prestation convenue lorsque le défaut de déclaration ne peut être reproché au preneur d'assurance,
 - effectue sa prestation selon le rapport entre la prime payée et la prime que le preneur aurait dû payer si l'aggravation avait été prise en considération, lorsque le défaut de déclaration peut être reproché au preneur. Toutefois, si la compagnie* apporte la preuve qu'elle n'aurait en aucun cas assuré le risque aggravé, sa prestation est limitée au remboursement de la totalité des primes payées,
 - refuse sa garantie si le preneur d'assurance a agi dans une intention frauduleuse en ne déclarant pas l'aggravation. Les primes échues jusqu'au moment où l'assureur a eu connaissance de la fraude lui sont dues à titre de dommages et intérêts.
- 5) Lorsque le risque de survenance des dommages assurés a diminué d'une façon sensible et durable au point que, si la diminution avait existé au moment de la souscription, la compagnie* aurait consenti l'assurance à d'autres conditions, celle-ci accorde une diminution de la prime à due concurrence à partir du jour où elle a eu connaissance de la diminution du risque. Si la compagnie* et le preneur d'assurance ne parviennent pas à un accord sur la prime nouvelle dans un délai d'un mois à compter de la demande de diminution formulée par ce dernier, celui-ci peut résilier le contrat.

Article 20 : Visite de l'établissement* assuré

Sans dérogation à ce qui précède, la compagnie* peut, à tout moment, faire visiter un établissement* assuré.

Chapitre II : Sinistres

Article 21 : Obligations de l'assuré*

A. En tout temps, l'assuré* doit prendre toutes mesures utiles et notamment toutes les précautions d'usage pour prévenir les sinistres et faire observer par son personnel et par toutes autres personnes se trouvant dans son établissement*, les mesures de précaution stipulées dans le contrat.

B. En cas de sinistre l'assuré* doit :

- 1) prendre toutes mesures raisonnables pour prévenir et atténuer les conséquences du sinistre. La compagnie* supporte même au-delà des montants assurés les frais de sauvetage*, lorsqu'ils ont été exposés en bon père de famille alors même que les diligences faites l'auraient été sans résultat.

Toutefois, pour l'ensemble des dommages aux biens et des pertes d'exploitation, ces frais sont supportés à concurrence d'un montant égal aux montants assurés pour ces biens avec un maximum de 27.187.777,35 EUR.

Pour les assurances de responsabilité, ces frais sont supportés intégralement par la compagnie* pour autant que le total du dédommagement et des frais de sauvetage* ne dépasse pas, par preneur d'assurance et par sinistre, le montant assuré pour cette responsabilité.

■ Section III : Conditions communes

Au-delà du montant assuré pour cette responsabilité, ces frais sont limités à :

- 725.007,40 EUR lorsque la somme totale assurée est inférieure ou égale à 3.625.036,98 EUR ;
- 725.007,40 EUR + 20 % de la partie de la somme totale assurée comprise entre 3.625.036,98 EUR et 18.125.184,90 EUR
- 3.625.036,98 EUR + 10 % de la partie de la somme totale assurée qui excède 18.125.184,90 EUR ;
- un maximum de 14.500.147,92 EUR.

Ces montants sont liés à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, l'indice de base étant 166,37 (juin 2011, base 1988 = 100) ;

- 2) déclarer à la compagnie*, au plus tard dans les 8 jours à compter de sa survenance le sinistre, ses circonstances, ses causes connues ou présumées, les mesures de sauvetage entreprises ainsi que toute autre assurance ayant le même objet relative aux mêmes établissements*. Toutefois, ce délai est réduit à 24 heures en cas de dommages causés aux animaux. La compagnie ne peut se prévaloir de ce que les délais précités pour déclarer le sinistre n'ont pas été respectés si cette déclaration a été donnée aussi rapidement que cela pouvait raisonnablement se faire ;
- 3) transmettre, dans les 45 jours de la déclaration, un état estimatif détaillé et certifié par lui sincère et véritable des dommages et de la valeur des biens assurés*, avec indication de l'identité des ayants droit ;
- 4) fournir à la compagnie* et autoriser celle-ci à se procurer tous les éléments justificatifs de cet état et relatifs aux causes du sinistre. A cet effet, l'assuré* autorise la compagnie* à recueillir, dès la survenance du sinistre, toutes les données, notamment comptables, qu'elle jugerait utiles, tant aux sièges de l'entreprise qu'à ceux de ses éventuelles filiales, sociétés-sœurs ou holdings ;
- 5) justifier de l'absence de créance hypothécaire ou privilégiée, sinon fournir à la compagnie* une autorisation de recevoir délivrée par les créanciers inscrits, à moins que les biens assurés* sinistrés n'aient entre-temps été complètement reconstruits ou reconstitués ; fournir à la compagnie une autorisation de recevoir des créanciers qui auraient fait opposition régulière sur les indemnités ;
- 6) s'abstenir de tout abandon de recours ;
- 7) lorsque les dommages sont dus à un "conflit du travail*", une "émeute*", un "mouvement populaire*" ou en cas de couverture de catastrophes naturelles, accomplir dans les plus brefs délais toutes les démarches auprès des autorités compétentes en vue de l'indemnisation des dommages. De manière plus générale: conformément au principe indemnitaire, les frais récupérés à charge de tiers et l'indemnité de procédure doivent être remboursés à l'assureur.

C. En cas de sinistre mettant en cause une des responsabilités garanties par le présent contrat, l'assuré* doit en outre :

- 1) transmettre à la compagnie* tout acte judiciaire ou extra-judiciaire dès sa notification, sa signification ou sa remise à l'assuré*, comparaître aux audiences, se soumettre aux mesures d'instruction ordonnées par le tribunal et accomplir les actes de procédure demandés par la compagnie*,
- 2) sous peine de déchéance, s'abstenir de toute reconnaissance de responsabilité, de toute transaction, de toute fixation de dommage, de tout paiement ou promesse d'indemnité. L'aveu de la matérialité d'un fait ou la prise en charge par l'assuré* des premiers secours pécuniaires et des soins médicaux immédiats ne peuvent constituer une cause de refus de garantie par la compagnie*.

D. Sanctions

- 1) Si l'assuré* ne remplit pas l'une des obligations visées aux paragraphes B. et C. ci-avant, la compagnie* peut réduire sa prestation à concurrence du préjudice qu'elle a subi. Toutefois, elle peut décliner totalement sa garantie si ce manquement a été fait dans une intention frauduleuse.
- 2) En outre, la compagnie* peut décliner totalement sa garantie en raison de l'inexécution d'une obligation déterminée imposée par le contrat, à la condition que le manquement soit en relation causale avec la survenance du sinistre.

■ Section III : Conditions communes

Article 22 : Procédure d'estimation des dommages

A. Pour l'assurance des dégâts matériels, les dommages, la valeur avant sinistre des biens désignés* et le pourcentage de vétusté* sont estimés de gré à gré ou par deux experts, l'un nommé par le preneur d'assurance, l'autre par la compagnie*.

Pour l'assurance des pertes d'exploitation, les dommages et le montant à déclarer sont également estimés de gré à gré ou par deux experts, l'un nommé par le preneur d'assurance, l'autre par la compagnie*. Ces experts peuvent être différents de ceux nommés pour l'expertise des dégâts matériels. En cas de désaccord sur le montant des dommages garantis par l'une ou l'autre de ces assurances, les experts concernés s'adjoignent un troisième expert avec lequel ils forment un collège qui statue à la majorité des voix, mais, à défaut de majorité, l'avis du troisième expert prévaut. Les estimations sont souveraines et irrévocables.

B. Faute par l'une des parties de nommer son expert, cette nomination est faite, à la requête de la partie la plus diligente, par le président du tribunal de première instance du domicile du preneur d'assurance. Il en est de même si les deux experts ne s'entendent pas sur le choix du troisième expert ou si l'un d'eux ne remplit pas sa mission.

C. Chacune des parties supporte les frais et honoraires de son expert. Les frais et honoraires du troisième expert, ainsi que les frais de sa désignation en justice, sont supportés par moitié par la compagnie* et le preneur d'assurance.

D. L'expertise ou toute opération faite dans le but de fixer le montant des dommages ne préjudicie en rien aux droits et exceptions que la compagnie* peut invoquer. Elle n'oblige donc pas la compagnie* à indemnisation. Il en est de même en ce qui concerne les mesures prises pour le sauvetage des biens sauvés et la garde des biens assurés* sinistrés.

Article 23 : Frais d'expertise

Sauf mention contraire en conditions particulières, la compagnie* garantit à l'assuré le remboursement des honoraires (toutes taxes éventuelles comprises) qu'il a réellement payés en cas de sinistre, à l'expert désigné conformément à l'article 22, pour l'évaluation de ses biens assurés (assurances de responsabilité exclues), sans que ces frais puissent dépasser le montant résultant de l'application du barème suivant :

Indemnité		Barème			
Jusqu'à	3.440,76 €	5,50%			
de	jusqu'à				
3.440,81 €	6.881,52 €	190,74 € +	4,50%	sur la partie dépassant	3.440,81 €
6.881,57 €	17.203,81 €	344,07 € +	4,00%	sur la partie dépassant	6.881,57 €
17.203,85 €	34.407,61 €	755,46 € +	3,60%	sur la partie dépassant	17.203,85 €
34.407,66 €	68.815,24 €	1.376,31 € +	3,00%	sur la partie dépassant	34.407,66 €
68.815,27 €	172.038,10 €	2.408,53 € +	2,50%	sur la partie dépassant	68.815,27 €
172.038,15 €	344.076,21 €	4.989,11 € +	1,60%	sur la partie dépassant	172.038,15 €
344.076,25 €	688.152,43 €	7.741,72 € +	1,25%	sur la partie dépassant	344.076,25 €
688.152,46 €	1.720.381,06 €	12.042,67 € +	0,90%	sur la partie dépassant	688.152,46 €
1.720.381,10 €	3.440.762,13 €	21.332,73 € +	0,51%	sur la partie dépassant	1.720.381,10 €
3.440.762,16 €	6.881.524,25 €	30.106,67 € +	0,325%	sur la partie dépassant	3.440.762,16 €
6.881.524,28 €	17.203.810,62 €	41.289,15 € +	0,225%	sur la partie dépassant	6.881.524,28 €
17.203.810,65 €	34.407.621,24 €	64.514,29 € +	0,125%	sur la partie dépassant	17.203.810,65 €
34.407.621,27 €	68.815.242,48 €	86.019,05 € +	0,10%	sur la partie dépassant	34.407.621,27 €
au dessus de	68.815.242,48 €	120.426,67 € +	0,075%	sur la partie dépassant	68.815.242,48 €

Si la section II « Pertes d'exploitation » est souscrite, la compagnie* garantit également à l'assuré, aux mêmes conditions et sauf mention contraire en conditions particulières, le remboursement des honoraires de l'expert pour l'évaluation de ses dommages et du montant à déclarer.

■ Section III : Conditions communes

Les barèmes peuvent être adaptés en fonction de l'indice ABEX si la garantie "frais d'expertise" a été souscrite dans le cadre d'un contrat à adaptation automatique.

Si la garantie "frais d'expertise" est souscrite dans le cadre d'un contrat non soumis à l'adaptation automatique, les indemnités et montants exprimés en EUR mentionnés au barème sont fixés sur base de l'indice ABEX en cours au moment de la souscription. Ils sont maintenus aux valeurs ainsi déterminées pendant toute la durée du contrat.

Article 24 : Recours

A. La compagnie qui a payé tout ou partie de l'indemnité est subrogée, à concurrence du montant de celle-ci, dans tous les droits et actions du bénéficiaire. Par le seul fait du contrat, le preneur d'assurance confère à la compagnie* le droit de prendre toutes mesures conservatoires à l'égard du responsable.

La compagnie renonce toutefois à tout recours qu'elle peut exercer contre :

- 1) tout assuré* (y compris les nus-proprétaires et usufruitiers assurés conjointement par le contrat et les copropriétaires assurés conjointement par le contrat),
- 2) les descendants, les ascendants, le conjoint, les alliés en ligne directe du preneur d'assurance, les personnes vivant à son foyer, ses hôtes et les membres de son personnel,
- 3) les personnes vivant au foyer des membres du personnel, des mandataires et des associés du preneur d'assurance, logés dans l'établissement*,
- 4) les fournisseurs qui distribuent par canalisation ou par câble courant électrique, gaz, vapeur, eau, sons, image et information, à l'égard desquels et dans la mesure où l'assuré* a dû abandonner son recours,
- 5) le bailleur de l'assuré* lorsque cet abandon de recours est prévu dans le bail.

B. Pour les dommages causés aux biens assurés* pour compte ou au profit d'une personne différente du preneur d'assurance, la compagnie* se réserve toutefois le droit d'exercer un recours s'il s'agit de biens immeubles dont un assuré* ou un tiers*, est locataire ou occupant, sauf si ce tiers* est une des personnes citées au paragraphe A. 2).

C. Tout abandon de recours consenti par la compagnie* reste sans effet :

- en cas de malveillance,
- dans la mesure où le responsable est effectivement garanti par une assurance couvrant sa responsabilité,
- dans la mesure où le responsable peut exercer lui-même un recours contre tout autre responsable. Toutefois, même dans cette dernière hypothèse, la compagnie* renonce à tout recours contre les personnes citées au paragraphe A. 2).

Chapitre III : Prime et impositions légales

Article 25 : Paiement de la prime

A. Le montant à payer mentionné sur la demande de paiement doit être payé pour la date d'échéance. En cas d'augmentation de tarif, la compagnie* peut l'appliquer dès l'échéance suivante, après avoir avisé l'assuré au moins 4 mois avant l'échéance annuelle. Dans ce cas, l'assuré* peut résilier son contrat jusqu'à 3 mois avant l'échéance annuelle. Si la compagnie* avise de ces modifications moins de 4 mois avant l'échéance annuelle, l'assuré* peut résilier son contrat dans les 3 mois qui suivent la réception de cet avis. La faculté de résiliation n'existe pas si la modification du tarif résulte d'une opération d'adaptation générale imposée par les autorités compétentes et qui, dans son application, est uniforme pour toutes les compagnies.

B. En cas de non paiement de la prime : la compagnie* adressera à l'assuré*, par exploit d'huissier ou par lettre recommandée, un rappel valant mise en demeure. La compagnie* lui réclamera à cette occasion une indemnité forfaitaire équivalente à la somme de 12,50 EUR (indice 111,31 – août 2009 - base 2004 = 100), due de plein droit et sans mise en demeure. Par dérogation aux dispositions des présentes conditions générales relatives à l'indexation, cette indemnité varie annuellement au 1er janvier en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation, sur base de l'indice du mois de décembre de

■ Section III : Conditions communes

l'année précédente. En aucun cas, le montant ne pourra être inférieur à 12,50 EUR. A défaut de paiement de la prime dans les 15 jours à compter du lendemain de cette mise en demeure, toutes les garanties du contrat seront suspendues à l'expiration de ce délai et le contrat sera résilié à l'expiration d'un nouveau délai d'au moins 15 jours à compter du premier jour de la suspension.

C. Si les garanties sont suspendues, les primes venant à échéance pendant la période de suspension restent dues, à condition que l'assuré* ait été mis en demeure comme indiqué ci-avant. La mise en demeure rappelle la suspension des garanties. La compagnie* ne peut toutefois pas lui réclamer les primes afférentes à plus de deux années consécutives. Les garanties seront remises en vigueur au moment du paiement effectif et intégral des primes dues.

Chapitre IV : Durée

Article 26 : Formation du contrat Le contrat est formé dès la signature des parties. Les preneurs d'assurance, signataires d'un seul et même contrat, sont engagés solidairement et indivisiblement.

Article 27 : Durée du contrat La durée du contrat est fixée aux conditions particulières. Sauf convention contraire en conditions particulières, le contrat souscrit pour une durée inférieure à une année prend fin à la date indiquée. Le contrat souscrit pour une durée d'une année ou plus se reconduira tacitement pour des périodes consécutives identiques, fractions d'année exclues, avec un maximum de 3 ans.

Chacune des parties peut s'y opposer par lettre recommandée déposée à la poste au moins trois mois avant l'arrivée du terme du contrat. Les heures de la prise et de la cessation d'effet de l'assurance sont conventionnellement fixées respectivement à zéro heure et 24 heures.

La compagnie* se réserve la possibilité de suspendre à tout moment la garantie des dommages se rattachant directement ou indirectement à un conflit du travail*, à une émeute* ou à un mouvement populaire* moyennant préavis de 7 jours prenant cours le lendemain du dépôt à la poste de la notification de la suspension ou de l'acte extrajudiciaire contenant pareille notification.

Article 28 : Résiliation

A. La compagnie* peut résilier tout ou partie du contrat :

- 1) en cas de non-paiement de la prime conformément à l'article 25 ;
- 2) pour la fin de chaque période d'assurance conformément à l'article 27;
- 3) dans les cas visés à l'article 19 relatif à la description et à la modification du risque conformément aux stipulations de cet article ;
- 4) après chaque sinistre déclaré, mais au plus tard un mois après le paiement ou le refus de paiement de l'indemnité, avec effet 3 mois à compter du lendemain de la signification, du lendemain de la date du réceptionné ou du lendemain de la date du dépôt de l'envoi recommandé de la résiliation ;
- 5) en cas de faillite du preneur d'assurance, mais au plus tôt trois mois après la déclaration de faillite ;
- 6) en cas de décès du preneur d'assurance conformément à l'article 29.

Dans les cas 3), 5) et 6), la résiliation prend effet à l'expiration du délai d'un mois à compter du lendemain de sa notification. Dans le cas 4), la résiliation prend effet trois mois à compter du lendemain de la signification, du lendemain de la date du réceptionné ou du lendemain de la date du dépôt de l'envoi recommandé de la résiliation.

■ **Section III : Conditions communes**

Toutefois :

- dans le cas 3), lorsque l'assuré* a manqué à l'une de ses obligations dans l'intention de tromper la compagnie*, la résiliation prend effet lors de sa notification ;
- dans le cas 4), si l'assuré a manqué à l'une des obligations nées du sinistre dans l'intention de tromper la compagnie. Dans ce cas, la compagnie peut résilier en tout temps le contrat. La résiliation prend effet un mois à compter du lendemain de la date de signification, du lendemain de la date du réceptionné ou du lendemain de la date du dépôt de l'envoi recommandé, à condition que la compagnie ait déposé plainte contre l'assuré devant un juge d'instruction avec constitution de partie civile ou que la compagnie l'ait cité devant la juridiction de jugement, sur la base des articles du Code pénal prévus à cet effet

B. Le preneur d'assurance peut résilier le contrat :

- 1) en cas de résiliation partielle de celui-ci par la compagnie*, avec effet au jour où cette résiliation partielle produit elle-même ses effets ;
- 2) en cas de modification de tarif et/ou des conditions d'assurance, selon les délais prévus à l'article 25 ;
- 3) pour la fin de chaque période d'assurance conformément à l'article 27 ;
- 4) en cas de diminution du risque, s'il n'est pas d'accord avec la nouvelle prime proposée, endéans le mois de sa demande ;
- 5) lorsqu'entre la date de sa conclusion et celle de sa prise d'effet s'écoule un délai supérieur à un an. Cette résiliation doit être notifiée au plus tard 3 mois avant la prise d'effet du contrat.

C. La compagnie* et le preneur ont le droit de résilier à tout moment la garantie des dommages résultant directement ou indirectement d'un conflit de travail*, d'une émeute* ou d'un mouvement populaire*.

Le renon prend effet à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du lendemain du dépôt à la poste de la lettre recommandée de résiliation ou de l'acte extrajudiciaire contenant pareille résiliation.

D. En cas de faillite du preneur d'assurance, le curateur peut résilier le contrat dans les 3 mois qui suivent la déclaration de la faillite, avec effet à l'expiration du délai d'un mois à compter du lendemain de la notification de la résiliation.

Article 29 : Décès du preneur d'assurance

En cas de transmission de l'intérêt assuré, à la suite du décès du preneur d'assurance, les droits et les obligations nés du contrat sont transmis au nouveau titulaire de cet intérêt. En cas d'indivision, les indivisaires demeurent solidairement et indivisiblement obligés à l'exécution du contrat. Après la sortie d'indivision et pour autant que la compagnie* en ait été avisée, l'héritier qui devient seul titulaire de l'intérêt assuré reste seul tenu de l'exécution du contrat.

Toutefois, les nouveaux titulaires de l'intérêt assuré et la compagnie* peuvent notifier la résiliation du contrat, les premiers dans les 3 mois et 40 jours du décès, la seconde dans les 3 mois du jour où elle a eu connaissance du décès.

Article 30 : Cession des biens assurés*

En cas de cession entre vifs d'un bien assuré, l'assurance prend fin de plein droit :

- s'il s'agit d'un immeuble : 3 mois après la date de passation de l'acte authentique. Jusqu'à l'expiration de ce délai, la garantie accordée au cédant est acquise au cessionnaire, sauf si ce dernier bénéficie d'une garantie résultant d'un autre contrat. En l'absence de pareille garantie, la compagnie* abandonne son recours contre le cédant, sauf cas de malveillance ;
- s'il s'agit d'un meuble : dès que l'assuré* n'en a plus la possession.

■ Section III : Conditions communes

Chapitre V : Dispositions diverses

Article 31 : Arbitrage et loi applicable

- A. Toutes contestations entre parties, autres que celles relatives au recouvrement des primes, impôts et frais, sont soumises à 3 arbitres choisis le premier par le preneur d'assurance, le deuxième par la compagnie* et le troisième par les deux premiers.
- B. Les arbitres jugent en commun dans les termes du droit et ils ne peuvent, sous peine de nullité, s'écarter des dispositions du présent contrat. Ils sont dispensés des formalités judiciaires.
- C. Faute par l'une des parties de nommer son arbitre ou par les arbitres de s'accorder sur le choix du troisième arbitre, la nomination en est faite, à la requête de la partie plus diligente, par le président du tribunal de première instance du domicile du preneur d'assurance, à moins de convention contraire postérieure à la naissance du litige soumis à l'arbitrage. Il est ensuite procédé comme il est dit au paragraphe B. ci-dessus.
- D. Les frais d'arbitrage sont supportés par moitié entre le preneur d'assurance et la compagnie*.
- E. Le contrat est régi par la loi belge.
- F. Toute plainte au sujet du contrat peut être adressée à l'Ombudsman des Assurances, Square de Meeûs 35 à 1000 Bruxelles, sans préjudice de la possibilité pour le preneur d'assurance d'intenter une action judiciaire.

Article 32 : Domicile et correspondance

- A. Le domicile des parties est élu de droit, à savoir celui de la compagnie* en son siège en Belgique et celui du preneur d'assurance à l'adresse indiquée dans le contrat ou notifiée ultérieurement à la compagnie*.
- Toutefois, pour la désignation par le président du tribunal de première instance des experts ou des arbitres dont question aux articles 22 et 31, le preneur d'assurance ayant son domicile à l'étranger fait élection de domicile à la situation du risque à propos de l'assurance duquel la contestation est née.
- B. Toute notification est valablement faite à ces adresses, même à l'égard d'héritiers ou d'ayants cause du preneur d'assurance et tant que ceux-ci n'ont pas signifié un changement d'adresse à la compagnie*.
- En cas de pluralité de preneurs d'assurance, toute communication de la compagnie* adressée à l'un d'eux est censée faite à tous.
- C. Toute notification est valablement faite par lettre recommandée ou par toute autre forme admise par la loi.

Article 33 : Risques simples*

La présente police ne couvre pas les biens considérés comme Risques Simples*, lesquels doivent être assurés par contrat séparé.

Article 34 : Contrat collectif

- A. Lorsque plusieurs compagnies* sont parties au présent contrat, un apériteur est désigné dans les conditions particulières ; à défaut, la première compagnie* citée dans la liste des coassureurs agit en qualité d'apériteur.
- B. 1) L'assurance est souscrite par chaque compagnie* pour sa part et sans solidarité. Le montant de prévision se répartit entre les compagnies* dans les mêmes proportions que les montants assurés. Lorsque les augmentations des montants assurés dépassent le montant de prévision, l'excédent n'est assuré qu'après accord de chacun des coassureurs, nonobstant la procuration donnée à l'apériteur visée au paragraphe C.4.
- 2) Les coassureurs étrangers élisent domicile en leur siège en Belgique ou, à défaut, à l'adresse qu'ils indiquent dans le contrat ; ils reconnaissent la compétence de la juridiction arbitrale prévue à l'article 31 ainsi que celle des juridictions belges.
- C. 1) Le contrat est signé par toutes les parties en cause et dressé en deux exemplaires qui sont destinés : l'un au preneur d'assurance et l'autre à l'apériteur, qui détient l'exemplaire formant le titre des coassureurs.

■ Section III : Conditions communes

- 2) L'apériteur remet une copie du contrat à chacun des autres coassureurs qui reconnaît l'avoir reçue par la seule signature de celui-ci.
- 3) L'apériteur est réputé mandataire des autres coassureurs pour recevoir les déclarations prévues par le contrat. L'assuré* peut lui adresser toutes les significations et notifications sauf celles relatives à une action en justice intentée contre les autres coassureurs. L'apériteur en informe les coassureurs sans délai.
- 4) L'apériteur reçoit procuration de la part des autres coassureurs pour la signature de tous avenants et pour proposer au preneur d'assurance les modifications au contrat dans le cadre de l'application de l'article 19. Le preneur d'assurance s'interdit d'exiger la signature des avenants par les autres coassureurs.
- 5) L'apériteur reçoit la déclaration de sinistre et en informe les autres coassureurs. Il fait les diligences requises en vue du règlement des sinistres et choisit, à cette fin, l'expert des coassureurs, sans préjudice toutefois du droit de chacun d'eux de faire suivre l'expertise par un mandataire de son choix.

D. L'apériteur doit déclarer sans délai aux autres coassureurs, toute résiliation ou modification de sa part. Ces coassureurs doivent agir de même vis-à-vis de l'apériteur.

E. En cas de résiliation ou de réduction de la part de l'apériteur, les autres coassureurs disposent d'un délai d'un mois à partir de cette résiliation ou réduction pour résilier ou modifier leur part. La résiliation par les autres coassureurs prend effet à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification, sans que la date d'effet puisse être antérieure à celle qui est applicable pour la part de l'apériteur.

F. En cas de résiliation de la part de l'apériteur, le preneur d'assurance dispose d'un délai d'un mois à partir de la notification de la résiliation pour résilier lui-même l'ensemble du contrat.

Chapitre VI : Définitions générales

Les mots et expressions signalés par un astérisque dans les présentes conditions générales ont la même signification et la même portée lorsqu'ils sont utilisés à tout autre endroit du contrat.

Acte de malveillance

Fait intentionnel destiné à nuire.

Acte de vandalisme

Acte gratuit qui a pour effet d'endommager ou de détruire un bien.

Activités

Les activités qui concourent à la réalisation du chiffre d'affaires* de l'assuré* et dont la description figure en conditions particulières.

Appareils électroniques

Appareils qui comprennent principalement des composants électroniques*.

Arrête royal Risques Simples

Arrêté royal du 24 décembre 1992 réglementant l'assurance contre l'incendie et d'autres périls en ce qui concerne les risques simples*.

Assuré

- le preneur d'assurance et les personnes vivant à son foyer,
- leur personnel dans l'exercice de ses fonctions,
- les mandataires et associés du preneur d'assurance dans l'exercice de leurs fonctions,
- toute autre personne mentionnée comme assuré dans le contrat.

■ Section III : Conditions communes

Bâtiment

Toute construction couverte par une même toiture se trouvant à la situation indiquée au contrat, en ce compris :

1. les fondations ;
2. les biens réputés immeubles par destination en vertu de l'article 525 du Code civil ;
3. les dépendances, mêmes séparées, construites en n'importe quel matériau pour autant :
 - a) que l'industrie proprement dite n'y soit pas exercée,
 - b) qu'elles ne servent ni de magasin, ni de salle d'emballage,
 - c) que leur superficie totale ne dépasse pas 10 % de celle du bâtiment désigné auquel elles sont attenantes ou voisines avec un maximum de 300 m² ;
4. les massifs en maçonnerie ou en béton du matériel* ;
5. - les compteurs et raccordements d'eau, de gaz, de vapeur et d'électricité,
- les raccordements téléphoniques et de radiodistribution et de télédistribution,
- les installations calorifiques fixes ;
6. les matériaux à pied d'oeuvre destinés à être incorporés au bâtiment ;

mais à l'exclusion :

- du sol, y compris ses aménagements et recouvrements extérieurs,
- des voies ferrées extérieures,
- des quais non attenants, des ponts, des tunnels et des constructions similaires,
- des plantations de toute nature,
- des clôtures en plein air,
- des câbles et canalisations souterrains qui ne peuvent être atteints que par des travaux de terrassement,
- des biens définis comme matériel*.

Biens assurés

Les biens décrits aux conditions particulières à la situation du risque qui y est indiquée et servant à l'usage qui y est décrit et non exclus en vertu du présent contrat.

Biens désignés

- les biens assurés* par la section I,
- les biens garantis par un contrat distinct mais qui pourraient être considérés comme des biens assurés* de la présente police s'ils n'étaient pas garantis par une police distincte,
- les biens confiés ou loués lorsque l'assuré* bénéficie d'une renonciation au recours de la part du propriétaire et/ou bailleur, pour autant que ces biens concourent à la réalisation du chiffre d'affaires* de l'assuré*. Tout autre bien non garanti en vertu des conditions tant générales que particulières n'est jamais considéré comme bien désigné.

Charges d'exploitation

Elles comprennent :

- a) les approvisionnements et marchandises (60),
- b) les services et biens divers (61),
- c) les rémunérations, charges sociales et pensions (62),
- d) les amortissements, réductions de valeurs et provisions pour risques et charges (63),
- e) les autres charges d'exploitation (64).

Les chiffres renvoient au plan comptable minimum normalisé.

Chiffre d'affaires

Total des sommes hors T.V.A. payées ou dues à l'entreprise pour ventes de marchandises et produits, prestations de travaux ou de services, en raison des activités * visées aux conditions particulières et exercées dans les établissements* y désignés.

Chômage immobilier

A l'exclusion de tout chômage commercial :

1. soit la privation de jouissance immobilière subie par un propriétaire occupant,

■ Section III : Conditions communes

2. soit la perte de loyer, augmenté de ses charges accessoires, subie par un bailleur,
3. soit la responsabilité de l'assuré* fondée sur les articles 1302, 1732, 1733 et 1735 du Code civil pour les dommages tels qu'ils sont définis ci-avant.

Compagnie

L'entreprise d'assurance auprès de laquelle le contrat est souscrit et désignée à cet effet aux conditions particulières.

Composants électroniques

Élément d'appareils électroniques* dont le fonctionnement repose sur la propriété de conduction asymétrique de certains matériaux, pris isolément ou en combinaison avec d'autres, tels que les semi-conducteurs, les transistors, les thyristors, les microprocesseurs, etc.

Conflit du travail

Toute contestation collective sous quelque forme qu'elle se manifeste dans le cadre des relations du travail, en ce compris :

- a) la grève : arrêt concerté du travail par un groupe de salariés, employés, fonctionnaires ou indépendants;
- b) le lock-out : fermeture provisoire décidée par une entreprise afin d'amener son personnel à composer dans un conflit du travail.

Délai de carence

Période spécifiée en conditions particulières commençant au jour et heure du sinistre matériel*.

Dommages immatériels

Tout préjudice pécuniaire qui résulte de la privation d'avantages liés à l'exercice d'un droit ou à la jouissance d'un bien et notamment : les pertes d'exploitation, de marché, de clientèle, de renommée commerciale, de profits, de performance, le chômage mobilier ou immobilier*, l'arrêt de production et autres préjudices similaires.

Émeute

Manifestation violente, même non concertée, d'un groupe de personnes qui révèle une agitation des esprits et se caractérise par du désordre ou des actes illégaux ainsi que par une lutte contre les organismes chargés du maintien de l'ordre public, sans qu'il soit cherché pour autant à renverser des pouvoirs publics établis.

Établissement

Ensemble de biens situés au même endroit ou réunis dans un même enclos et concourant à la même exploitation.

Explosif

Toute substance susceptible d'une transformation chimique ou physique accompagnée d'une mise en liberté instantanée d'énergie ou de gaz d'un effet brisant, cette substance trouvant en elle-même les éléments nécessaires à cette transformation avec ou sans amorçage.

Explosion

Une manifestation subite et violente de forces dues à l'expansion de gaz ou de vapeurs, que ceux-ci aient existé avant cette manifestation ou que leur formation en ait été concomitante. Est assimilée à une explosion au sens du présent contrat, l'implosion, c'est-à-dire une manifestation subite et violente de forces dues à l'irruption de gaz, de vapeurs ou de liquides dans des appareils et récipients quelconques, y compris les tuyaux et conduits. Toutefois, les manifestations définies ci-avant survenant dans des appareils ou récipients ne sont considérées comme explosions que si leurs parois ont subi une

■ Section III : Conditions communes

rupture telle que, par suite de l'expansion ou de l'irruption de gaz, vapeurs ou liquides, l'équilibre des pressions à l'intérieur et à l'extérieur se soit produit subitement.

Frais de conservation et de déblais

Les frais (gratifications exclues) exposés à bon escient par l'assuré* ou la responsabilité de l'assuré* pour ces frais :

- pour protéger et conserver les biens assurés* sauvés afin d'éviter une aggravation des dégâts, pendant la durée normale de reconstruction ou de reconstitution des biens assurés* sinistrés ;
- pour déplacer et replacer les biens assurés* sinistrés afin de permettre leur réparation ;
- pour effectuer les déblaiements et démolitions des biens assurés* sinistrés nécessaires à leur reconstruction ou à leur reconstitution,
- pour transporter ces déblais, les décharger, les décontaminer et les traiter ;
- pour remettre en état le jardin (en ce compris les plantations) ainsi que les cours du bâtiment* désigné qui auraient été endommagés par les travaux d'extinction, de préservation ou de sauvetage.

Frais de sauvetage

Les frais découlant :

- des mesures demandées par la compagnie* aux fins de prévenir ou d'atténuer les conséquences du sinistre ;
- des mesures raisonnables prises d'initiative par l'assuré* pour prévenir le sinistre en cas de danger imminent ou, si le sinistre a commencé, pour en prévenir ou en atténuer les conséquences pour autant :
 - qu'il s'agisse de mesures urgentes que l'assuré* est obligé de prendre sans délai, sans possibilité d'avertir et d'obtenir l'accord préalable de la compagnie*, sous peine de nuire aux intérêts de celle-ci,
 - que, s'il y a danger imminent de sinistre, en l'absence de ces mesures, il en résulterait à très court terme et certainement un sinistre.

Frais variables

Ils comprennent :

- les approvisionnements et marchandises (compte 60 du plan comptable minimum normalisé),
- les autres frais variables éventuellement spécifiés aux conditions particulières. Les autres frais sont réputés non variables.

Garanties accessoires

Les garanties chômage immobilier*, frais de conservation et de déblais*, recours des locataires et occupants* et le recours des tiers*.

Inondation

Par inondation, on entend une situation temporaire et générale pendant laquelle des territoires se trouvant normalement à sec sont complètement ou partiellement sous eau ou sous la boue.

Marchandises

Les approvisionnements, matières premières, denrées, produits en cours de fabrication, produits finis, emballages, déchets relatifs à l'exploitation professionnelle du preneur d'assurance qui sont sa propriété ou qui lui sont confiés.

Matériel

Les biens meubles à usage professionnel qui sont la propriété du preneur d'assurance ou qui lui sont confiés, notamment l'outillage, les agencements industriels ou commerciaux généralement quelconques, fixes ou mobiles, les archives, documents, livres de commerce, les copies de plans et modèles, mais à l'exclusion des véhicules automo-

■ Section III : Conditions communes

teurs immatriculés en Belgique ou à l'étranger et des appareils de navigation aérienne et maritime.

Sont compris sous le vocable "matériel" :

1. les voies ferrées se trouvant à l'intérieur des bâtiments*,
2. les objets, effets, bicyclettes, vélomoteurs, motocyclettes et autres véhicules auto-moteurs appartenant au personnel du preneur d'assurance et dont ce dernier assume la responsabilité,
3. les véhicules appartenant à des tiers*, pour autant que le preneur d'assurance en assume la responsabilité et qu'il n'exploite pas dans l'établissement* désigné un garage public ou un atelier de réparation ou d'entretien de véhicules,
4. tout agencement fixe ou tout aménagement apporté par les locataires ou occupants.

Mobilier

Les biens meubles à usage privé qui sont la propriété de l'assuré*, ou qui sont confiés au preneur d'assurance ainsi qu'à sa domesticité, y compris les bicyclettes, vélomoteurs, motocyclettes et tout agencement ou aménagement apporté par les locataires.

Sont exclus :

- les véhicules automoteurs immatriculés en Belgique ou à l'étranger,
- les lingots de métaux précieux, pierres précieuses ou perles fines non montées, monnaies, billets de banque, timbres et titres quels qu'ils soient, chèques et autres effets de commerce.

Mouvement populaire

Manifestation violente, même non concertée, d'un groupe de personnes qui, sans qu'il y ait révolte contre l'ordre établi, révèle cependant une agitation des esprits se caractérisant par du désordre ou des actes illégaux.

Période d'indemnisation

Période commençant au jour et heure du sinistre matériel*, limitée à la durée pendant laquelle le résultat d'exploitation* de l'entreprise est affecté par le sinistre matériel*, sans excéder celle fixée en conditions particulières.

Plans, modèles et supports d'informations

Les exemplaires uniques et originaux tels que plans, modèles, formes, supports d'informations, dessins, cartons Jacquard, gravures industrielles ou commerciales.

Pollution

Propagation ou diffusion de tout élément, organisme, matière ou agent toxique, corrosif, détériorant ou nuisible (autre que l'action directe d'une flamme, de la chaleur d'un incendie ou le déplacement d'air suite à une explosion*), y compris les bactéries, virus, ou moisissures.

Produits d'exploitation

Ils comprennent :

- a) le chiffre d'affaires* (70),
- b) la variation des stocks et des commandes en cours d'exécution (71), c) la production immobilisée (72),
- d) les autres produits d'exploitation (74).

Ces chiffres renvoient au plan comptable minimum normalisé.

Recours des locataires et occupants

La responsabilité des dégâts matériels, des frais de conservation et de déblais* que l'assuré* encourt en cas de sinistre garanti par le présent contrat en sa qualité de bailleur (ou propriétaire) à l'égard de son locataire (ou occupant) du chef de vice de construction ou défaut d'entretien des bâtiments* (article 1721, alinéa 2, du Code civil).

La garantie comprend la prise en charge de la responsabilité de l'assuré* pour les frais

■ Section III : Conditions communes

exposés par le locataire ou l'occupant pour arrêter ou limiter un sinistre ou soustraire les biens assurés* aux effets d'un sinistre.

Recours des tiers

La responsabilité que l'assuré encourt en vertu des articles 1382 à 1386 bis du Code civil pour les dégâts matériels, les frais de conservation et de déblais* et le chômage immobilier* causés par un sinistre incendie ou explosion* garanti par le présent contrat et qui, après avoir préalablement endommagé des biens assurés*, se communique à des biens qui sont la propriété de tiers*, y compris les hôtes.

La garantie comprend la prise en charge de la responsabilité de l'assuré* pour les frais exposés par les tiers* pour arrêter ou limiter les conséquences d'un sinistre ou soustraire leurs biens aux effets d'un sinistre. La garantie n'est pas acquise pour :

- 1) les dommages immatériels* à l'exception du chômage immobilier* ;
- 2) les dommages causés à des tiers par un incendie ou une explosion* qui, ayant pris naissance dans une installation ou un appareil électrique ou électronique*, ne s'est pas communiqué(e) à d'autres biens assurés* ; cette exclusion ne s'applique pas lorsque l'assurance risque électrique est garantie par le contrat ;
- 3) les dommages causés par toute fumée, par tous agents toxiques, corrosifs, dégradants, détériorants ou nuisibles, par tout produit d'extinction, à l'air, au sol, aux eaux de surface et souterraines. Sont également exclus les mêmes dommages causés aux végétaux et animaux, sauf s'ils font l'objet, à titre professionnel, d'une exploitation agricole, horticole ou piscicole.

Responsabilité locative

La responsabilité des dégâts matériels que les locataires encourent en vertu des articles 1732, 1733 et 1735 du Code civil. La garantie comprend la prise en charge de la responsabilité de l'assuré* pour les frais exposés par le bailleur pour arrêter ou limiter un sinistre ou soustraire les biens assurés* aux effets d'un sinistre.

Responsabilité d'occupant

La responsabilité des dégâts matériels que les occupants d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble encourent en vertu de l'article 1302 du Code civil. Ne sont pas considérés comme occupants, les locataires et sous-locataires. La garantie comprend la prise en charge de la responsabilité de l'assuré* pour les frais exposés par le propriétaire pour arrêter ou limiter un sinistre ou soustraire les biens assurés* aux effets d'un sinistre.

Résultat d'exploitation

Différence entre les produits d'exploitation* et les charges d'exploitation*.

Risques simples

Les risques répondant à la définition de l'article 5 de l'arrêté royal du 24 décembre 1992 modifié par l'arrêté du 29 décembre 1994 portant exécution de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre.

Rubrique

Chacun des postes suivants pour lesquels un montant assuré distinct a été prévu en conditions particulières, tels que bâtiment*, marchandises*, matériel*, mobilier*, plans, modèles et supports d'informations*, responsabilité locative*, responsabilité d'occupant*.

Sinistre matériel

Dégât matériel ou disparition, garanti aux termes du présent contrat, affectant les biens désignés* et survenu pendant la durée du contrat.

■ Section III : Conditions communes

Tempête et grêle

Vent violent, tornade, ouragan, cyclone, typhon, grêle.

Terrorisme

Action organisée dans la clandestinité à des fins idéologiques, politiques, religieuses, économiques ou sociales, exécutée individuellement ou en groupe et attentant à des personnes ou détruisant partiellement ou totalement la valeur économique d'un bien :

- soit en vue d'impressionner le public et de créer un climat d'insécurité (terrorisme),
- soit en vue d'entraver la circulation ou le fonctionnement normal d'un service ou d'une entreprise (sabotage).

Tiers

Toute personne autre que l'assuré*.

Tremblement de terre

Par tremblement de terre, on entend une secousse tellurique dont l'origine exclusive est le mouvement tectonique, en ce compris les dommages par incendie et explosion consécutifs.

TRIP asbl :

Terrorism Reinsurance and Insurance Pool : personne morale constituée conformément à l'article 4 de la loi du 1er avril 2007 (M.B., 15.05.2007) relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme*, qui est principalement chargée de la répartition des engagements de ses membres, dès lors quelle confirme que l'événement générateur d'un sinistre* répond à la définition d'un acte de terrorisme*.

Valeur agréée

La valeur qui, après évaluation, est expressément attribuée par toutes les parties à certains biens pour servir, en cas de perte totale du bien, comme base d'indemnisation forfaitaire pour les dommages subis. Un simple rapport d'évaluation, qui a pour but essentiel de fixer la valeur des biens assurés* avant sinistre pour éviter toute règle proportionnelle, n'a pour effet de transformer l'assurance des biens qui y sont mentionnés en assurance en valeur agréée que si ce fait est expressément mentionné dans les Conditions Particulières.

Valeur a neuf

Prix coûtant de la reconstruction à neuf du bâtiment* - y compris les honoraires d'architectes - ou de la reconstitution à neuf du mobilier* ou du matériel*.

Valeur du jour

Valeur de bourse, de marché ou de remplacement.

Valeur réelle

Valeur à neuf*, vétusté* déduite.

Valeur vénale

Prix d'un bien que l'assuré* obtiendrait normalement s'il le mettait en vente sur le marché national.

Vétusté

Dépréciation en fonction de l'âge du bien, de son usage, de la fréquence et de la qualité de son entretien.